

MINISTRE DELEGUE
AUPRES DU PREMIER MINISTRE
CHARGE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES



République de Côte d'Ivoire

Union-Discipline-Travail

ETAT D'EXECUTION DE LA **MATRICE** D'ACTIONS PRIORITAIRES **2006**

MINISTRE DELEGUE AUPRES
DU PREMIER MINISTRE CHARGE
DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

République de Côte d'Ivoire
Union-Discipline-Travail

ETAT D'EXECUTION DE LA MATRICE D'ACTIONS PRIORITAIRES 2006

Janvier 2007

Présenté par le Ministre Délégué auprès du Premier Ministre chargé de l'Economie et des Finances

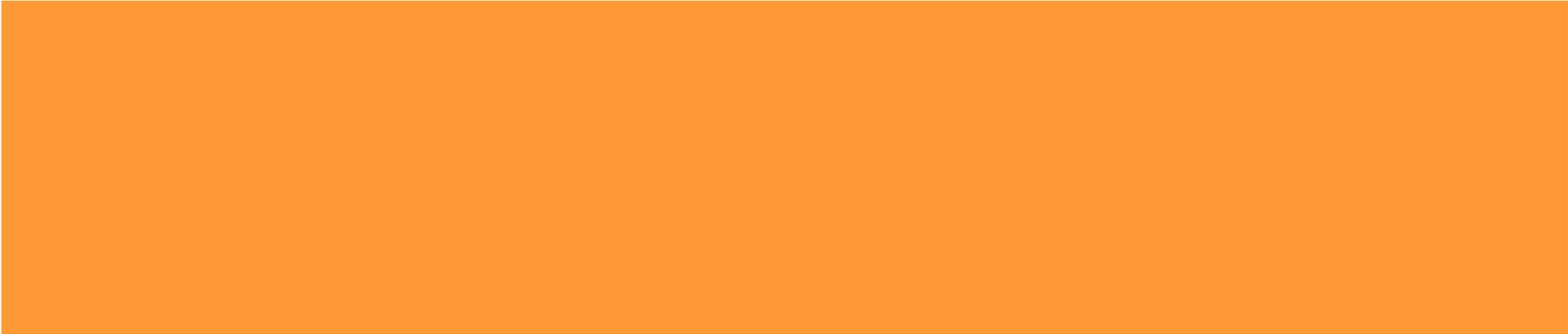
Charles Koffi DIBY

SOMMAIRE

Introduction	09
I/ Elaboration de la matrice et procédure d'évaluation	13
I.1 Elaboration de la matrice.....	15
I.2 Procédure d'évaluation.....	15
I.3 Principe d'évaluation.....	15
II/ Résultats obtenus	17
II.1 Résultats obtenus par objectifs spécifiques.....	19
II.2 Niveau d'exécution générale.....	23
II.3 Détail des réalisations par objectifs.....	24
III/ Difficultés et recommandations	47
III.1 Difficultés rencontrées.....	49
III.2 Recommandations.....	50
Conclusion	51

TAUX D'EXECUTION DE LA MATRICE AU 31 DECEMBRE 2006 :

72,47%



INTRODUCTION



La matrice d'actions prioritaires 2006, élaboré dans le cadre de la conduite des missions du Ministère Délégué auprès du Premier Ministre chargé de l'Economie et des Finances, répertorie l'ensemble des actions permettant d'atteindre les objectifs fixés au Département et de responsabiliser chaque service dans l'exercice de ses attributions spécifiques.

Dans son élaboration, le suivi évaluation périodique des actions a été perçu comme une approche indispensable pour tirer le meilleur profit de cet outil. C'est pourquoi, après l'évaluation à mi-parcours en juin 2006, il est apparu indispensable de faire le point de l'exécution de la matrice au 31 décembre 2006.

Le présent document retrace la procédure d'élaboration de la matrice, présente les résultats de son exécution au 31 décembre 2006 et relève les difficultés rencontrées, en vue de prendre les dispositions appropriées pour améliorer les résultats au cours de l'année 2007.

Les résultats présentés ci-après sont le reflet des actions conjuguées de l'ensemble des acteurs du Ministère que sont le Cabinet du Ministre, les services rattachés au Cabinet (Direction des Affaires Administratives et Financières, l'Inspection Générale des Finances), les cinq Directions Générales (Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique, Direction Générale des Impôts, Direction Générale des Douanes, Direction Générale de l'Economie, Direction Générale du Budget et des Finances), et les structures sous tutelles (Banque de l'Habitat de Côte d'Ivoire, Banque Nationale d'Investissement, Caisse Nationale des Caisses d'Epargne, Loterie Nationale de Côte d'Ivoire, Société Nationale de Développement Informatique, Fonds de Développement de la Formation Professionnelle).



I- ELABORATION DE LA MATRICE ET PROCEDURE D'EVALUATION



I-1 Elaboration de la matrice

La matrice a été élaborée par une approche participative. Elle résulte des missions principales du Ministère, des orientations données par le Ministre et des propositions des différentes structures sur les actions qu'elles comptent entreprendre, en vue de permettre, grâce à la combinaison des efforts sectoriels, la réalisation des objectifs du Ministère.

Elle comporte deux types d'actions, les actions transversales communes à tous les services et les actions spécifiques qui sont du ressort de chaque structure.

L'ensemble de ces actions a été repartitionné en dix objectifs spécifiques. Cette répartition est axée sur les objectifs et non sur l'idée d'assurer un certain équilibre relatif au nombre d'action par structure.

I-2 Procédure d'évaluation

La matrice indique pour chaque action, la structure responsable de sa mise en oeuvre, les délais, l'impact attendu, le moyen de vérification de la réalisation et les barèmes de notation.

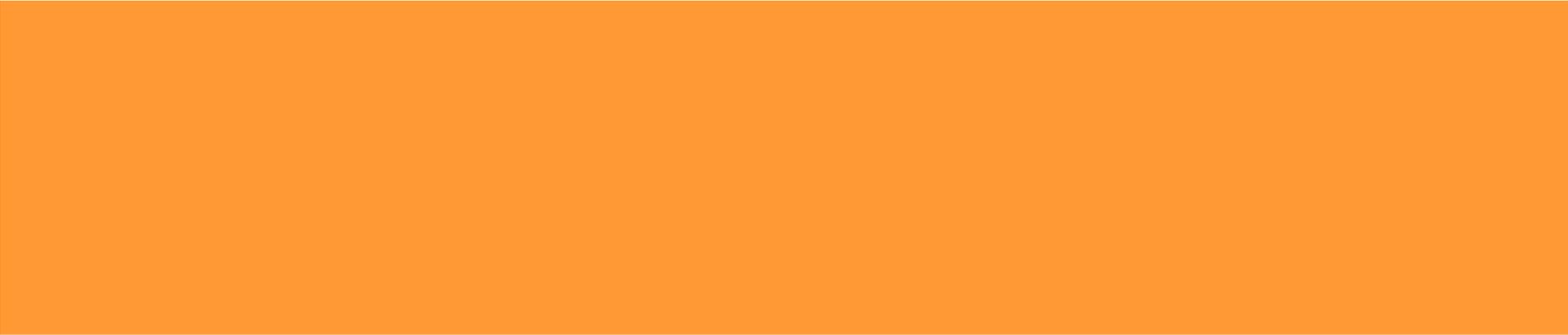
Les représentants désignés par chaque structure, appelés points focaux, ont travaillé avec l'équipe d'évaluation du Cabinet, en vue d'arrêter une méthode consensuelle. Il a donc été retenu que l'évaluation se fasse sur présentation des pièces justifiant la réalisation des actions des différentes structures.

Une équipe d'évaluation permanente composée de représentants du Cabinet et des cinq Directions Générales a été mise en place. Les passages de chaque structure ont été ouverts à toutes les autres, afin de préserver le souci de transparence.

A la fin des présentations des structures, des séances d'harmonisation des données et des notes ont été organisées afin de faire valider les résultats par toutes les parties.

I-3 Principe d'évaluation

L'équipe d'évaluation s'est attelée à évaluer les dix (10) objectifs spécifiques fixés et non les actions respectives de chaque structure, conformément au fait que c'est le résultat de la réalisation de l'objectif du Ministère qui est mesuré. Pour rappel, l'objectif général est « nous engager résolument dans la normalisation de la situation socio-économique en créant les conditions de la reprise à travers la crédibilisation de l'action administrative ».



II- RESULTATS OBTENUS



La présentation des résultats obtenus s'articule autour des niveaux de réalisation des dix (10) objectifs spécifiques et du résultat d'ensemble.

II-1 Résultats obtenus par objectifs spécifiques

– objectif 1 : Insuffler un dynamisme au fonctionnement des services

Il indique l'affirmation claire de l'articulation institutionnelle et hiérarchique des services, la rationalisation et l'amélioration de la communication institutionnelle, la mobilisation des personnels autour d'un idéal commun et l'introduction d'une plus grande transparence dans la gestion des ressources humaines.

Cet objectif a un taux de réalisation de 76,23%, ce qui traduit les efforts faits en matière de communication, d'implication du personnel et d'instauration de la transparence dans la gestion du personnel.

– objectif 2 : Réaffirmer la tutelle économique et financière

Les actions prévues sont l'amélioration du financement de l'économie, l'étude de l'efficience des instruments de gestion du portefeuille de l'Etat, le point sur les participations de l'Etat et la mise en œuvre des recommandations du séminaire sur l'optimisation du portefeuille.

Le niveau de réalisation des actions prévues au titre de cet objectif est relativement plus faible par rapport à celui de l'objectif précédent. En effet, moins de 3 actions sur 4 (73%) ont été réalisées.

– Objectif 3 : Parachever la réforme comptable, poursuivre la modernisation de certaines procédures administratives et comptables

Il s'agit, d'une part, de l'opérationnalisation du progiciel ASTER, la poursuite des réformes comptables, et d'autre part, de l'achèvement de la modernisation de certaines procédures administratives et comptables.

Plus de 9 actions de cet objectif sur 10 dix (soit 94,12%) ont été réalisés. Ce taux d'exécution est le plus élevé.

– **Objectif 4 : Poursuite de l'œuvre générale de modernisation de l'Administration fiscale et promotion de la communication institutionnelle**

La poursuite de l'œuvre générale de modernisation de l'Administration fiscale consiste à renforcer les moyens de réalisation du programme d'investissement et l'autorité morale, réaliser des études visant à proposer des mesures de réformes fiscales et améliorer la gestion de l'impôt.

La promotion de la communication institutionnelle quant à elle, s'articule autour du renforcement de la communication interne, la poursuite de la promotion du civisme fiscal et le maintien du dialogue avec les partenaires.

Le taux de réalisation de cet objectif (76,11%) est sensiblement équivalent à celui de l'objectif spécifique 1.

– **Objectif 5 : Sécuriser davantage les recettes douanières**

Il vise la poursuite des efforts de transparence des procédures, la redynamisation de la fonction de contrôle interne, la mise en œuvre des mesures spécifiques en vue de l'amélioration des performances.

Plus de la moitié (57,5%) des actions ont été réalisées.

– **Objectif 6 : Renforcer l'efficacité du rôle du budget de l'Etat**

Une gestion optimale des ressources publiques suppose une bonne programmation des dépenses et de l'utilisation des recettes, des procédures de gestion des finances publiques transparentes et vulgarisées, un cadre institutionnel propice à un suivi rigoureux de l'exécution des dépenses publiques. 71,76% des actions prévues ont été réalisées.

– **Objectif 7 : Garantir le cadre de suivi de l'activité économique et financière**

Le présent objectif vise l'amélioration de la production des indicateurs de l'activité économique, la promotion des actions en faveur de la normalisation des relations avec les partenaires extérieurs et la participation à la sécurisation des ressources de la filière café-cacao. Plus de 4 actions de cet objectif sur 5, soit 88,83% ont été réalisées.

– **Objectif 8 : Assurer la viabilité et l'efficacité des mécanismes d'actions financiers**

Les actions de cet objectif concernent la finalisation des réformes entreprises dans certaines structures du Ministère. Les efforts conjugués des services du Ministère, des structures sous tutelle et des différents partenaires ont permis d'avoir un niveau de réalisation de **84%**.

– **Objectif 9 : Sécuriser davantage l'environnement des affaires**

Le rôle important des opérateurs économiques dont les décisions d'investissement sont fortement tributaires de la qualité de l'environnement institutionnel. Il s'agit de réduire les infractions liées aux NTIC et aux NTIT, de l'engagement du dialogue social pour rechercher une solution durable au phénomène de la saisie de la rémunération, et de la recherche des voies et moyens pour réduire le phénomène de change.

Avec un taux de **47,5%**, cet objectif a le niveau de réalisation le plus faible. Il convient donc de prendre les dispositions nécessaires pour créer les conditions d'une véritable relance des activités économiques avec le processus de sortie de crise et de réunification en cours.

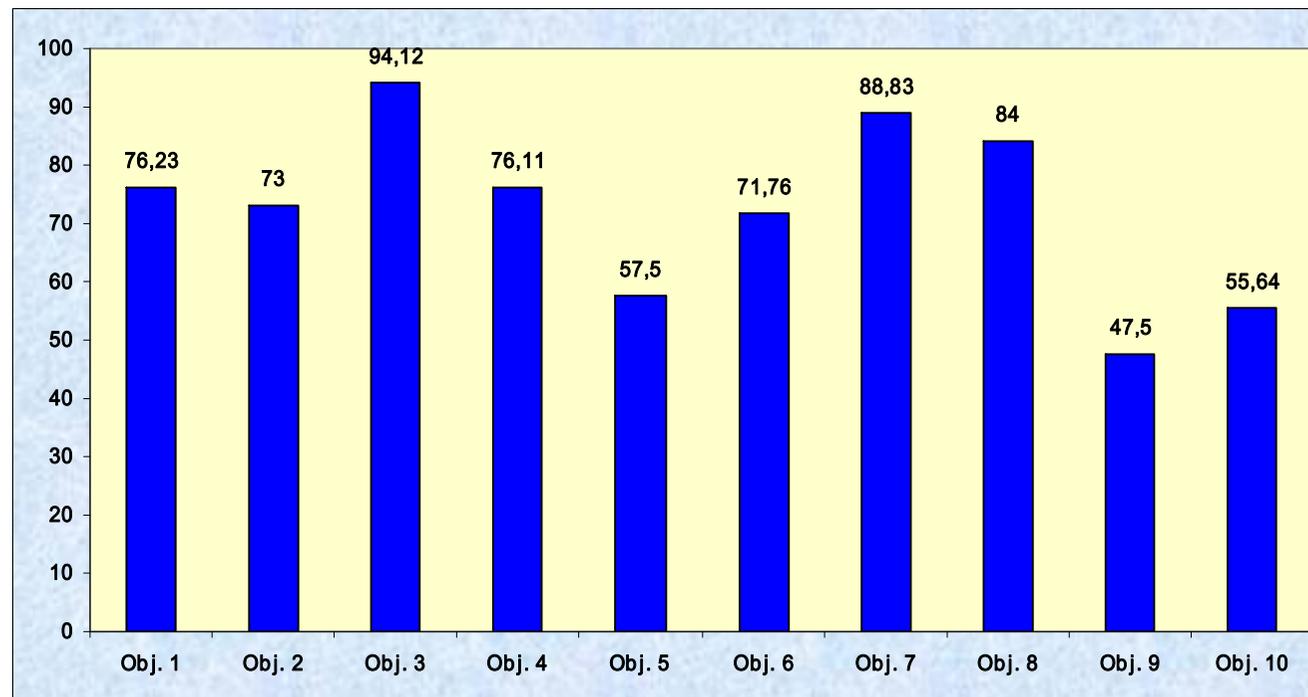
– **Objectif 10 : Finaliser les grands dossiers en attente**

Cet objectif vise l'application rigoureuse de la réglementation en matière de missions à l'étranger, une meilleure gestion du problème des ordures ménagères, une meilleure sensibilisation sur les procédures des marchés publics, l'évaluation de l'incidence de la crise sur l'économie, l'amélioration de la production de statistiques des finances publiques et l'amorce d'une politique qualité au sein des administrations économiques et financières. Ces actions ont été réalisées à **55,64%**.

Le graphique ci-après permet de mieux apprécier le niveau de réalisation d'ensemble de chaque objectif.

Niveau de réalisation des actions par objectif

- **Obj 1** : Insuffler un dynamisme au fonctionnement des services
- **Obj 2** : Réaffirmer la tutelle économique et financière
- **Obj 3** : Parachever la réforme comptable, poursuivre la modernisation de certaines procédures administratives et comptables
- **Obj 4** : Poursuite de l'œuvre générale de modernisation de l'Administration fiscale et promotion de la communication institutionnelle
- **Obj 5** : Sécuriser davantage les recettes douanières
- **Obj 6** : Renforcer l'efficacité du rôle du budget de l'Etat
- **Obj 7** : Garantir le cadre de suivi de l'activité économique et financière
- **Obj 8** : Assurer la viabilité et l'efficacité des mécanismes d'actions financiers
- **Obj 9** : Sécuriser davantage l'environnement des affaires
- **Obj 10** : Finaliser les grands dossiers en attente



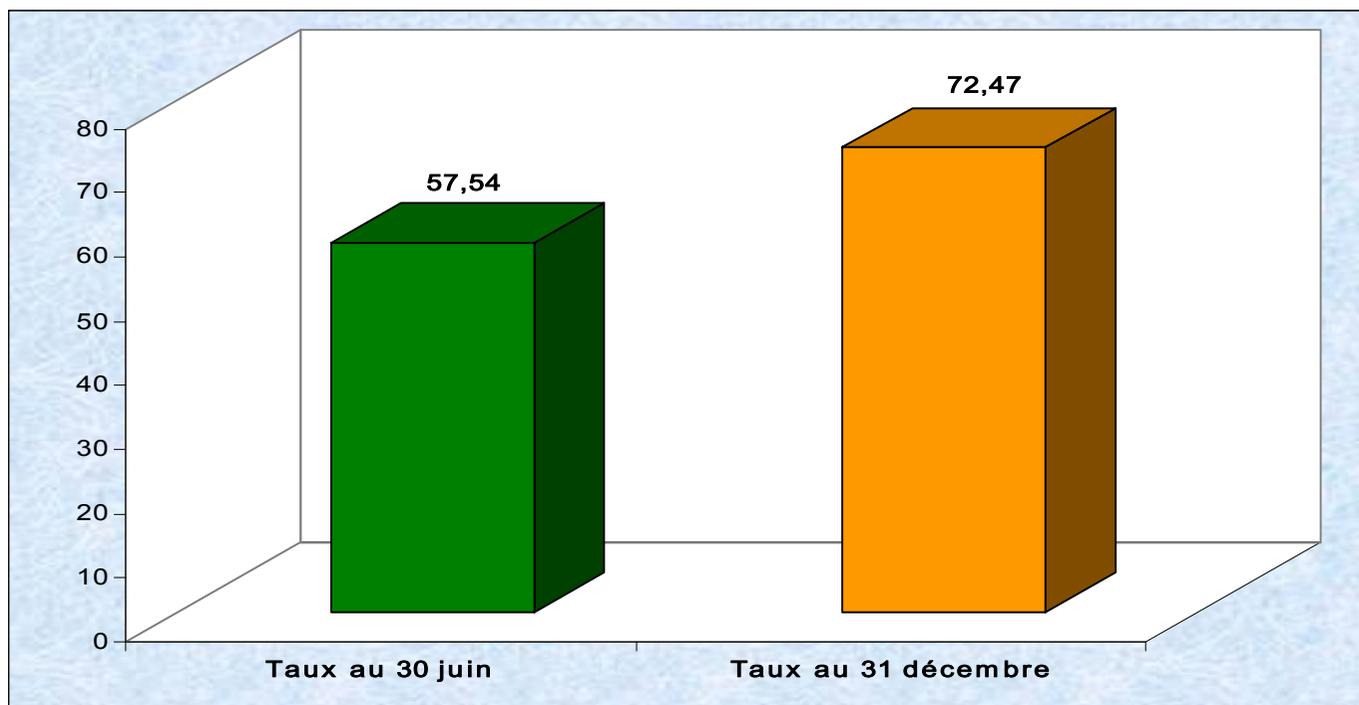
Source : données de l'évaluation à fin décembre 2006

II-2 Niveau d'exécution générale

Au 31 décembre 2006, le taux d'exécution de la matrice d'actions prioritaires du Ministère est de **72,47%**. Ce taux traduit les efforts faits par les services. En effet, l'évaluation à mi parcours effectuée au 30 juin 2006 donnait un taux de réalisation des objectifs de **57,54%**.

Les objectifs 3 et 7 connaissent un niveau d'exécution supérieur à 85%. Hormis l'objectif 9, tous les autres objectifs ont un taux d'exécution supérieur à 50%. Mieux, sept objectifs sur les dix au total ont un taux supérieur à 70%. On note donc de grandes variations entre les taux de réalisation par objectif, comme en témoigne l'écart moyen qui est de 15,01.

Le graphique suivant permet d'apprécier les efforts faits depuis l'évaluation faite au 30 juin 2006.



Source : Données de l'évaluation

II.3 - Détail des réalisations par objectifs

OBJECTIF SPECIFIQUE 1 : INSUFFER UN DYNAMISME AU FONCTIONNEMENT DES SERVICES

ACTIONS A MENER	STRUCTURES RESPONSABLES		DATES BUTOIR	IMPACTS ATTENDUS	MOYENS DE VERIFICATION	BAREME
	Pincipales	Associées				%

1.1 - AFFIRMATION CLAIRE DE L'ARTICULATION INSTITUTIONNELLE ET HIERARCHIQUE DES SERVICES

<ul style="list-style-type: none"> Institution de réunions périodiques de Comité de Direction 	Tous services		15 mars	<ul style="list-style-type: none"> Synchronisation et harmonisation de la gestion 	<ul style="list-style-type: none"> OUI : Diligence exécutée par toutes les structures 	100/100
--	---------------	--	---------	--	---	----------------

1.2 - RATIONALISATION ET AMELIORATION DE LA COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE

<ul style="list-style-type: none"> Désignation d'un responsable de la communication, porte-parole de chaque structure et création d'un service opérationnel 	Tous services		25 mars	<ul style="list-style-type: none"> Définition d'une politique et d'une ligne communicationnelle harmonisées 	<ul style="list-style-type: none"> NON : - Service de Communication créé dans toutes les structures - 1 seule structure n'a pas nommé de Responsable 	19,23/20
<ul style="list-style-type: none"> Création d'un Intranet et d'un site portail pour le MDPMEF 	SNDI		30 avril	<ul style="list-style-type: none"> Ouverture des services sur le monde pour fournir l'information officielle 	<ul style="list-style-type: none"> NON : - Etude réalisée et matériel acquis mais le lancement du projet Intranet non effectif. (Cf. courrier du Directeur de Cabinet n° 4157/MDPMEF/ CAB-01/bt) - Site portail en cours de création, architecture prête et validée 	10/20
<ul style="list-style-type: none"> Création des sites Internet dans les services et intégration dans le site portail 	SNDI	Tous services	30 avril	<ul style="list-style-type: none"> Ouverture des services sur le monde pour fournir l'information officielle 	<ul style="list-style-type: none"> NON : Les Grandes Directions ont leur site web à l'exception de la DGE, de la DAAF et de l'IGF 	15/20
<ul style="list-style-type: none"> Conception d'ouvrages didactiques pour les usagers afin de vulgariser les procédures et méthodes 	Tous services		30 avril	<ul style="list-style-type: none"> Partage de l'information institutionnelle avec toutes les parties prenantes 	<ul style="list-style-type: none"> OUI : Diligence exécutée par toutes les structures 	40/40

OBJECTIF SPECIFIQUE 1 (SUITE et FIN) : INSUFFLER UN DYNAMISME AU FONCTIONNEMENT DES SERVICES

ACTIONS A MENER	STRUCTURES RESPONSABLES		DATES BUTOIR	IMPACTS ATTENDUS	MOYENS DE VERIFICATION	BAREME
	Pincipales	Associées				%

1.3 - MOBILISATION DES PERSONNELS AUTOUR DE L'IDEAL D'APPARTENANCE A UNE ADMINISTRATION PRESTIGIEUSE

• Elaboration d'un fichier général du personnel reparti par structure	DAAF	Tous services	30 juin	• Maîtrise des effectifs et suivi des mouvements du personnel	• OUI : Fichier général élaboré et mis à jour	25/25
• Coordination intégrée des actions d'investissement	DAAF		31 juil	• Synchronisation des travaux de construction et de réhabilitation	• NON : Diligence non exécutée	0/15
• Conduire des missions dans les services pour s'assurer de la qualité des prestations et de l'accueil	IGF		15 mars	• Etat des lieux	• NON : Action non réalisée	0/25
• Suivi de la mise en œuvre d'une politique sociale et d'une gestion de proximité pour obtenir l'adhésion de la base	IGF	Tous services	15 mars	• Amélioration de la rentabilité par une meilleure implication des agents	• OUI : Suivi effectif d'une politique sociale dans les services du Ministère	20/20
• Intensification des missions d'audit et de contrôle conformément au programme 2006	IGF		30 juin	• Labellisation du travail des services	• NON : 3 rapports d'audit (SONATT, DGAMP, Fonds de Dvpt de l'Eau) et 2 rapports d'inspection (Services Douanes de l'aéroport) présentés	5/15

1.4 - INTRODUCTION D'UNE PLUS GRANDE TRANSPARENCE DANS LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

• Informatisation de la gestion des ressources humaines	DAAF	Tous services	31 mai	• Maîtrise des effectifs pour un meilleur suivi des carrières	• OUI : Logiciel de gestion du personnel "GESPERS" opérationnel (cf. Note de présentation au MDPMEF n°10 du 6 juin 2006)	15/15
• Harmonisation du fichier du personnel du Ministère avec ceux des "grandes" structures et services sous tutelle	DAAF	Tous services	30 juin	• Meilleur suivi des mouvements internes et externes du personnel	• OUI : Fichier du personnel harmonisé	15/15
• Elaboration de code de conduite des agents	Tous services	IGF	31 mars	• Evolution vers une administration d'élite	• NON : 2 structures sur 13 n'ont pas de code de conduite	17,69/20
• Elaboration de plans de carrière et institution de Commissions de proposition de nomination	Tous services	IGF MFPERA Dir.CAB	31 mai	• Sécurisation de la carrière du personnel par l'instauration de la transparence dans les promotions	• NON : Sur 9 services concernés, 4 structures n'ont ni de plan de carrière, ni de commission de proposition de nomination	10,5/25
• Elaboration d'un schéma de redéploiement du personnel après crise	Tous services		15 avril	• Garantie d'une reprise efficace des activités	• NON : Schéma de redéploiement du personnel ainsi que requête de financement produits par 4 services sur 8 concernés	12,5/25
Taux de réalisation Objectif Spécifique 1						76,23

OBJECTIF SPECIFIQUE 2 : REAFFIRMER LA TUTELLE ECONOMIQUE ET FINANCIERE

ACTIONS A MENER	STRUCTURES RESPONSABLES		DATES BUTOIR	IMPACTS ATTENDUS	MOYENS DE VERIFICATION	BAREME
	Pincipales	Associées				%

2.1 - AMELIORATION DU FINANCEMENT DE L'ECONOMIE

• Mise à jour des situations monétaire et bancaire	DGTCP	BCEAO	31 mars	• Avoir à tout moment une bonne lisibilité de la situation financière du pays	• OUI : Situation monétaire au 31 mars 2006 et situation financière des banques au 31 décembre 2005 disponibles	50/50
• Elaboration de la stratégie nationale de la micro finance	DGTCP	BCEAO	31 mars	• Promotion de la micro finance dans le cadre d'un environnement assaini	• OUI : Stratégie nationale de la microfinance élaborée lors de l'atelier de réflexion tenu, les 13 et 14 octobre 2005	25/25
• Organisation d'un séminaire sur la réduction des coûts du crédit et l'amélioration de l'accès	DGE/DGTCP		31 mai	• Lutte contre la pauvreté	• NON : Séminaire non organisé mais élaboration des TDR; mise en place des commissions de travail ; études de base disponibles	15/25

2.2 - ETUDE DE L'EFFICIENCE DES INSTRUMENTS DE GESTION DE LA TRESORERIE

• Etude de l'impact, en terme de taux d'intérêt payés ou de coût des instruments de gestion de la trésorerie (crédits-bails, bons de Trésor, liquidation des OC, anticipations du DUS) sur les trois dernières années	DGE/DGTCP	BNI APBEFCI	15 mars	• Proposition de solutions alternatives pour conforter la trésorerie	• OUI : Etude de l'efficacité des instruments de gestion réalisée (cf. rapport d'étude)	100/100
---	-----------	----------------	---------	--	--	----------------

2.3 - AMELIORATION DE LA GESTION DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

• Elaboration d'une étude de faisabilité de contrats-plans avec les entités dans lesquelles l'Etat détient des participations	DGE DGTCP	DGE DGBF	31 mars	• Maîtrise du portefeuille de l'Etat en vue de conforter la trésorerie publique	• NON : Etude de faisabilité non réalisée, mais rédaction des TDR, sélection d'un Cabinet pour l'élaboration des conventions et contrats-plans de 16 Sociétés d'Etat et Sociétés à participation financière publique majoritaire	15/30
• Etude de la conformité des dispositions de l'OHADA avec la possibilité de nommer des Contrôleurs de gestion lorsque l'Etat est actionnaire majoritaire	DGE DGTCP		15 mars	• Garantie des intérêts de l'Etat dans le respect des traités et conventions internationaux	• NON : - Etude réalisée mais non validée - Corps des Contrôleurs de Gestion créé par décret n° 2006-118 du 7 juin 2006 (art 89); mais les modalités pratiques en vue de nommer lesdits Contrôleurs sont au stade de la réflexion	35/45
• Organisation d'une mission en France	DGE DGTCP		31 mars	• Création, à terme, du corps des Contrôleurs de gestion dans l'administration	• NON : Mission non effectuée mais préparation du projet de communication en Conseil des Ministres (mission prévue pour le 31/01/07)	10/25

OBJECTIF SPECIFIQUE 2 (SUITE ET FIN) : REAFFIRMER LA TUTELLE ECONOMIQUE ET FINANCIERE

ACTIONS A MENER	STRUCTURES RESPONSABLES		DATES BUTOIR	IMPACTS ATTENDUS	MOYENS DE VERIFICATION	BAREME
	Pincipales	Associées				%
2.4 - POINT DE LA SITUATION DES PARTICIPATIONS DE L'ETAT						
Secteur électrique <ul style="list-style-type: none"> Création et mise en œuvre des quatre fonds prévus dans l'avenant du contrat avec la CIE 	DGE/BNI			<ul style="list-style-type: none"> Garantie d'une meilleure gestion des flux et des investissements dans le secteur 	<ul style="list-style-type: none"> NON : Projets des décrets portant création des fonds élaborés (cf. projets des décrets et du rapport de présentation en Cons. des Min.) 	5/20
<ul style="list-style-type: none"> Création et mise en place du comité de gestion 	DGE/BNI	DGBF	30 mars	<ul style="list-style-type: none"> Garantie d'une meilleure gestion des flux et des investissements dans le secteur 	<ul style="list-style-type: none"> NON : Comité de gestion non créé; élaboration de l'avant projet de décret de création 	5/15
<ul style="list-style-type: none"> Nomination de l'Administrateur de l'Etat au sein du conseil d'administration de la CIE 					<ul style="list-style-type: none"> OUI : L'Administrateur de l'Etat a été nommé (cf. courrier n°407/MIME/CAB-DCA du 7/06/06) 	15/15
Secteur sucrier <ul style="list-style-type: none"> Participation à la restructuration de SUCAF et de SUCRIVOIRE 	DGE/BNI	DGBF	30 avril	<ul style="list-style-type: none"> Assainissement de la situation financière et protection des emplois 	<ul style="list-style-type: none"> NON : Document d'achèvement de la restructuration non produit, cependant des compensations ont été réalisées entre l'Etat et SUCRIVOIRE d'une part et entre l'Etat et SUCAF d'autre part. 	15/25
Secteur oléagineux <ul style="list-style-type: none"> Finalisation de la restructuration financière de PALM-CI et de PALMAFRIQUE 	DGE/BNI	DGBF	30 avril	<ul style="list-style-type: none"> Assainissement de la situation financière de la PALM-CI pour préserver les emplois 	<ul style="list-style-type: none"> OUI : - PALM-CI: restructuration achevée, protocole d'accord signé, fonds logés à la BNI NON : - PALMAFRIQUE : requête de restructuration jugée non recevable (cf. projet de courrier à la signature du MDPMEF transmis le 8 février 2006) 	15/25
2.5 - MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DU SEMINAIRE SUR L'OPTIMISATION DU PORTEFEUILLE TENU A YAMOISSOUKRO EN DECEMBRE 2001						
<ul style="list-style-type: none"> Adoption et signature des projets de textes 	DGE	DGE/DPP	30 mars	<ul style="list-style-type: none"> Optimisation du portefeuille de l'Etat 	<ul style="list-style-type: none"> NON : Cinq projets de texte transmis au MDPMEF (cf. copie note circulaire et décrets) 	50/100
Taux de réalisation Objectif Spécifique 2						73,00

OBJECTIF SPECIFIQUE 3 : PARACHEVER LA REFORME COMPTABLE, POURSUIVRE LA MODERNISATION DE CERTAINES PROCEDURES ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

ACTIONS A MENER	STRUCTURES RESPONSABLES		DATES BUTOIR	IMPACTS ATTENDUS	MOYENS DE VERIFICATION	BAREME
	Pincipales	Associées				%

3.1 - OPERATIONNALISATION DU PROGICIEL ASTER ET POURSUITE DES REFORMES COMPTABLES

<ul style="list-style-type: none"> Finalisation du dénouement des recettes pour une meilleure intégration Instruction des Comptables publics à la production d'un état d'exécution trimestriel du budget Elaboration d'un projet de loi portant statut de comptable public 	DGTCP	DGBF	28 février	<ul style="list-style-type: none"> Production dans les délais de la comptabilité de l'Etat 	<ul style="list-style-type: none"> OUI : Compte Général de l'Administration Financière (CGAF) produit 	50/50
		DGI	31 mars	<ul style="list-style-type: none"> Garantie de la fiabilité des données statistiques 	<ul style="list-style-type: none"> OUI : Etats trimestriels d'exécution du budget des 4 Comptables Généraux concernés (ACDP, RGF, ACCC et PGT) produits 	25/25
					<ul style="list-style-type: none"> Sécurisation/valorisation de la fonction de comptable public 	<ul style="list-style-type: none"> OUI : Projet élaboré et transmis au MDPMEF par courrier n°5163 du 26/12/06

OBJECTIF SPECIFIQUE 3 (SUITE ET FIN) : PARACHEVER LA REFORME COMPTABLE, POURSUIVRE LA MODERNISATION DE CERTAINES PROCEDURES ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

ACTIONS A MENER	STRUCTURES RESPONSABLES		DATES BUTOIR	IMPACTS ATTENDUS	MOYENS DE VERIFICATION	BAREME
	Pincipales	Associées				%
3.2 - ACHEVEMENT DE LA MODERNISATION DE CERTAINES PROCEDURES ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES						
<ul style="list-style-type: none"> • Finalisation du dossier des régisseurs et caissiers auprès des Payeurs à l'Etranger • Introduction de plus de transparence dans le règlement des factures pour éviter les récriminations des fournisseurs • Création d'une catégorie "sui generis" des Comptables Publics auprès des projets • Retour à la notion originelle de la régie d'avances • Elaboration d'un répertoire unique des régies d'avances, de recettes et des régies des projets • Création de la Paierie aux Armées (y compris Police, Eaux et forêts, etc.) • Constitution effective des cautionnements comptables et autres garanties de fonction • Reprise des discussions avec les déposataires obligés 	DGTCP	Minist. AE	15 mars	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration de l'efficacité des postes comptables de l'Etranger 	<ul style="list-style-type: none"> • NON : - Actes de nomination pris - 2 régisseurs (sur 3) et 2 caissiers (sur 15) effectivement installés (cf. certificats de prise de service joints) 	5/10
		28 février	<ul style="list-style-type: none"> • Crédibilisation de la gestion des fonds publics 	<ul style="list-style-type: none"> • OUI : Tenue de 21 réunions de sensibilisation dans les circonscriptions financières (20) et à la DCPR (1) (cf. courrier n°1136 du 23 mars 2006 et PV de réunions) 	20/20	
		31 mars	<ul style="list-style-type: none"> • Fixation d'un statut réel aux comptables pour sécuriser leurs opérations 	<ul style="list-style-type: none"> • OUI : Création de la catégorie d'Agents Comptables des Projets (cf. décret n°2006-118 du 7 juin 2006 portant organisation du Ministère) 	10/10	
		30 mai	<ul style="list-style-type: none"> • Suppression des régies à forte dotation 	<ul style="list-style-type: none"> • Action impossible à réaliser du fait de la gestion des crises (programme de sortie de crise, déchets toxiques, grippe aviaire etc.) (cf. courrier au MDPMEF n° 5162 du 26/12/06) 	(-)	
		30 juin	<ul style="list-style-type: none"> • Centralisation de l'ensemble des informations sur les régies 	<ul style="list-style-type: none"> • OUI : Répertoire unique des régies d'avances, de recettes et des projets élaboré et présenté 	5/5	
		31 mai	DGBF/Solde	<ul style="list-style-type: none"> • Décongestion des opérations de la PGT et célérité 	<ul style="list-style-type: none"> • OUI : Création de la Paierie Générale des Forces de Défense (cf. décret n°2006-118 du 7 juin 2006 du Ministère) 	25/25
		30 juin	DGBF/Solde	<ul style="list-style-type: none"> • Respect de la constitution de la garantie comptable, amélioration de la trésorerie 	<ul style="list-style-type: none"> • NON : Baisse du taux des comptables constituant le cautionnement (53,1% en 2005 contre 51% à fin 2006) 	0/5
		15 mars		<ul style="list-style-type: none"> • Respect des dispositions réglementaires 	<ul style="list-style-type: none"> • OUI : Reprise effective des discussions (cf. CR de réunions) 	10/10
Taux de réalisation Objectif Spécifique 3						94,12

OBJECTIF SPECIFIQUE 4.1 : POURSUIVRE L'ŒUVRE GENERALE DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION FISCALE

ACTIONS A MENER	STRUCTURES RESPONSABLES		DATES BUTOIR	IMPACTS ATTENDUS	MOYENS DE VERIFICATION	BAREME
	Pincipales	Associées				%

4.1.1 - RENFORCEMENT DES MOYENS DE LA POURSUITE DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT

<ul style="list-style-type: none"> Poursuite de l'exécution programme de construction des locaux - recherche de moyens 	DGI		Permanent	<ul style="list-style-type: none"> Modernisation de l'administration fiscale pour la rendre plus performante 	<ul style="list-style-type: none"> OUI : Poursuite du programme de construction (sur 90 travaux prévus : 25 achevés, 48 démarrés et 17 non démarrés) et d'aménagement (sur 40 prévus : 17 achevés, 15 entamés et 8 non entamés) 	50/50
<ul style="list-style-type: none"> Renforcement des équipements informatiques 	DGI		Permanent		<ul style="list-style-type: none"> OUI : Equipements informatiques renforcés (cf. état d'acquisition) 	50/50

4.1.2 - RENFORCEMENT DE L'AUTORITE MORALE

<ul style="list-style-type: none"> Amélioration de l'exploitation des missions d'audit et contrôles internes des services 	DGI		31 mars	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement et valorisation de la fonction 	<ul style="list-style-type: none"> NON : Sondage auprès des services contrôlés non réalisé 	0/50
<ul style="list-style-type: none"> Rapprochement de l'IGSF des services décentralisés 			30 juin	<ul style="list-style-type: none"> Sécurisation accrue des deniers et assistance aux services 	<ul style="list-style-type: none"> NON : Antennes régionales créées par décret n°2006-118 du 7 juin 2006 du MDPMEF, mais pas ouvertes 	25/50

OBJECTIF SPECIFIQUE 4.1 (SUITE ET FIN) : POURSUIVRE L'ŒUVRE GENERALE DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION FISCALE

ACTIONS A MENER	STRUCTURES RESPONSABLES		DATES BUTOIR	IMPACTS ATTENDUS	MOYENS DE VERIFICATION	BAREME
	Pincipales	Associées				%

4.1.3 - REALISATION D'ETUDES VISANT A PROPOSER DES MESURES DE REFORMES FISCALES

<ul style="list-style-type: none"> Amélioration de la fiscalisation du secteur agricole Réaménagement du code pétrolier et des contrats de partage de production Réaménagement du système d'imposition des biens immobiliers Réforme de l'IGR Réduction du taux de prélèvement de l'impôt BIC Suppression des exonérations de TVA, introduction et mise en place d'un système de remboursement rapide et effectif des crédits de TVA Elaboration de mesures fiscales pour la relance de l'activité économique post-crise 	DGI	Minist. Agro/Intérieur	30 juin	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement du dispositif fiscal 	<ul style="list-style-type: none"> NON : Action non réalisée 	0/10		
		Ministère Energie	30 juin		<ul style="list-style-type: none"> NON : Action non réalisée 	0/20		
		Min. Construct.	30 juin		<ul style="list-style-type: none"> NON : Action non réalisée 	0/10		
					30 juin	<ul style="list-style-type: none"> Amélioration de l'application du système déclaratif 	<ul style="list-style-type: none"> NON : Réforme au stade de l'étude par un Cabinet à qui de nouvelles orientations ont été données suite à la présentation d'un premier projet 	5/10
				FNISCI ; Chb de Cce	30 juin		<ul style="list-style-type: none"> OUI : Réduction du taux à 27% prévue dans l'annexe fiscale 2006 	10/10
				CGECI Ass. Cçants	31 mars		<ul style="list-style-type: none"> OUI : - Suppression des exonérations TVA effective - Création d'une Régie en vue du remboursement rapide de la TVA (cf. arrêté n°241 et 242 du 10/08/06 portant création de la Régie) 	15/15
			28 février	<ul style="list-style-type: none"> OUI : Catalogue de mesures arrêtées contenues dans l'annexe fiscale 2006 présenté 	25/25			

4.1.4 - AMELIORATION DE LA GESTION DE L'IMPOT

<ul style="list-style-type: none"> Extension de l'immatriculation à l'ensemble des opérateurs économiques et aux personnes disposant de revenus importants Application de la taxe d'habitation Application de la taxe routière 	DGI		Permanent	<ul style="list-style-type: none"> Optimisation du rendement de l'impôt 	<ul style="list-style-type: none"> OUI : Opération d'immatriculation de masse démarrée en 2005 se poursuit (sur 122 000 personnes recensées, 103 954 ont été immatriculées à fin juin) 	60/70
		CIE	31 mars		<ul style="list-style-type: none"> NON : Taxe non appliquée 	0/15
		MIE			<ul style="list-style-type: none"> NON : Taxe non appliquée 	0/15

OBJECTIF SPECIFIQUE 4.2 : POURSUIVRE LA PROMOTION D'UNE COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE DYNAMIQUE EN MATIERE FISCALE

ACTIONS A MENER	STRUCTURES RESPONSABLES		DATES BUTOIR	IMPACTS ATTENDUS	MOYENS DE VERIFICATION	BAREME
	Principales	Associées				%

4.2.1 - RENFORCEMENT DE LA COMMUNICATION INTERNE

<ul style="list-style-type: none"> • Sensibilisation des agents à l'accueil et à l'écoute des contribuables 	DGI		Permanent	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration des relations avec les contribuables 	<ul style="list-style-type: none"> • OUI : Opinion d'un échantillon de contribuables recueilli à travers un sondage sur la qualité des services rendus aux usagers de la DGI réalisé en juillet et novembre 2005 (cf. rapport d'enquête) 	50/50
<ul style="list-style-type: none"> • Développement de l'Intranet 			31 juillet	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration des liaisons fonctionnelles internes 	<ul style="list-style-type: none"> • OUI : Messagerie électronique installée et opérationnelle 	50/50

4.2.2 - POURSUITE DE LA PROMOTION DU CIVISME FISCAL

<ul style="list-style-type: none"> • Renouvellement des supports de sensibilisation 	DGI	Ministère Communicat.	31 mars	<ul style="list-style-type: none"> • Inculcation progressive de la culture de l'impôt aux citoyens 	<ul style="list-style-type: none"> • OUI : Supports de sensibilisation renouvelés, sondage réalisé en vue d'en évaluer la portée 	10/10
<ul style="list-style-type: none"> • Production d'un téléfilm sur la fraude fiscale à la TVA 		Ministère Communicat.	31 mars	<ul style="list-style-type: none"> • Inculcation progressive de la culture de l'impôt aux citoyens 	<ul style="list-style-type: none"> • NON : Téléfilm non achevé 	5/10
<ul style="list-style-type: none"> • Introduction de l'enseignement du civisme fiscal dans les programmes scolaires 		MEN	31 mars	<ul style="list-style-type: none"> • Inculcation progressive de la culture de l'impôt aux citoyens 	<ul style="list-style-type: none"> • OUI : Lancement officiel de l'introduction du civisme fiscal dans les programmes scolaires le 12/12/06; remise au MEN de supports pédagogiques 	30/30
<ul style="list-style-type: none"> • Promotion de l'informatique comme moyen de gestion et d'information des contribuables 		FNISCI	31 mai	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration de la qualité du service 	<ul style="list-style-type: none"> • OUI : Page d'accueil du site de consultation (www.dgici.com) présentée 	25/25
<ul style="list-style-type: none"> • Poursuite des efforts d'application de la facture normalisée 		CGECI	Permanent	<ul style="list-style-type: none"> • Modernisation de l'économie 	<ul style="list-style-type: none"> • OUI : - Rapport d'évaluation de la mise en œuvre produit : 9 884 051 factures éditées pour 5 926 opérateurs de janvier à juin 06, au lieu de 8 511 495 factures éditées pour 5 377 opérateurs en 2005. - Un projet de communication en Conseil des Ministres relatif à la facture normalisée a été préparée (cf. projet com. en cons. Min., compte rendu du séminaire et statistiques de productions) 	25/25

OBJECTIF SPECIFIQUE 4.2 (SUITE et FIN) : POURSUIVRE LA PROMOTION D'UNE COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE DYNAMIQUE EN MATIERE FISCALE

ACTIONS A MENER	STRUCTURES RESPONSABLES		DATES BUTOIR	IMPACTS ATTENDUS	MOYENS DE VERIFICATION	BAREME
	Pincipales	Associées				%
4.2.3 - MAINTIEN DU DIALOGUE AVEC LES PARTENAIRES						
<ul style="list-style-type: none"> Organisation d'un séminaire avec le secteur privé sur les mesures fiscales post-crise Etablissement de cadres de concertation permanente 	DGI	FNISCI ; CGECI Ass. Cçants	20 février Permanent	<ul style="list-style-type: none"> Arrêt de dispositions consensuelles Garantie de la fluidité dans les rapports 	<ul style="list-style-type: none"> OUI : Séminaire tenu, les 2 et 3 février 2006 à Grand-Bassam (cf. rapports des différents ateliers) OUI : Création du Cercle d'Echanges et de Réflexions (CER) entre la DGI et le secteur privé depuis juin 2002 (cf. protocole d'accord et CR des réunions) 	50/50 50/50
4.2.4 - DEVELOPPEMENT ET RENFORCEMENT DES RELATIONS AVEC LES ADMINISTRATIONS CENTRALES ET LES COLLECTIVITES LOCALES						
<ul style="list-style-type: none"> Création d'un cadre d'échanges entre services informatiques des Régies financières Intensification de la collaboration avec le Trésor, la Douane et les autres services publics (Ministères) Formalisation des relations avec les Ministères techniques partenaires Organisation d'un séminaire avec les Magistrats Poursuite de la mise en œuvre des actions concertées avec les élus locaux 	DGI	Permanent Permanent 30 avril 30 mars Permanent	31 mars 31 mars 31 mars 31 mai Permanent	<ul style="list-style-type: none"> Levée des blocages pour une plus grande efficacité des services Garantie de l'efficacité de l'action administrative Clarification des relations interservices pour plus d'efficacité Mise à disposition de l'information fiscale vraie Garantie d'une appropriation facile des mesures fiscales par les communautés 	<ul style="list-style-type: none"> NON : Création d'une Commission technique DGI-DGTCP par arrêté n°409 du 30/11/01; les réunions se tiennent régulièrement (cf. CR réunions produits) Pas de cadre formel avec la DGD OUI : Cadre de collaboration formel créé (cf. décision conjointe n°02 du 31/08/06 avec la DGD) ; tenue de réunions régulières avec le Trésor et la Douane (cf. CR de réunions produits) NON : Relations non formalisées avec les Ministères Construction, Justice et Educ. Nationale OUI : Séminaire tenu à Bassam, du 27 au 29 avril 2006 (cf. actes du séminaire) NON : Pas de conventions de coopération avec les élus locaux mais tournée de travail du Directeur du Cadastre avec les Maires d'Abidjan du 9 mars au 11 avril 2006 	15/25 10/10 0/20 30/30 5/15
4.2.5 - RENFORCEMENT DE LA COOPERATION SOUS REGIONALE ET INTERNATIONALE						
<ul style="list-style-type: none"> Signature des conventions déjà négociées 	DGI	Services Impôts du Liban et du Maroc	30 avril	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement de la coopération avec les pays concernés en matière d'assistance administrative 	<ul style="list-style-type: none"> OUI : Signature de convention fiscale avec le Maroc par le MDPMEF le 19 juillet 2006 à Rabat; Convention avec le Liban paraphée mais non signée pour cas de force majeure 	90/100
Taux de réalisation Objectif Spécifique 4						76,11

OBJECTIF SPECIFIQUE 5 : SECURISER D'AVANTAGE LES RECETTES DOUANIERES

ACTIONS A MENER	STRUCTURES RESPONSABLES		DATES BUTOIR	IMPACTS ATTENDUS	MOYENS DE VERIFICATION	BAREME
	Pincipales	Associées				%

5.1 - ETABLISSEMENT DE L'ETAT DES LIEUX DE L'ORGANISATION DES POSTES DOUANIERS

<ul style="list-style-type: none"> Affirmation du statut comptable des postes douaniers et régularisation de la nomination des chefs de postes 	DGD	DGTCP	30 mars	<ul style="list-style-type: none"> Sécurisation des fonctions et des deniers 	<ul style="list-style-type: none"> NON : Courrier n°73 du 4/04/06 du DG au MDPMEF sollicitant la création de la Recette Principale et des postes comptables secondaires (cf. copie des projets de décret produits); Chefs des postes pas nommés 	25/50
<ul style="list-style-type: none"> Reconstruction des casernes et postes frontaliers 			Permanent	<ul style="list-style-type: none"> Amélioration du cadre de travail 	<ul style="list-style-type: none"> NON : Programme de reconstruction des casernes non présenté mais devis estimatifs disponibles; réalisation de la caserne de Noé et de la DR d'Aboisso 	20/50

5.2 - POURSUITE DE L'EFFORT DE TRANSPARENCE

<ul style="list-style-type: none"> Edition d'un guide simplifié des procédures et tarifications douanières à l'usage du public 	DGD		31 juillet	<ul style="list-style-type: none"> Assainissement de l'activité des opérateurs économiques et des auxiliaires (transitaires) 	<ul style="list-style-type: none"> NON : 20 prospectus en cours d'édition à l'usage du public présenté 	60/75	
<ul style="list-style-type: none"> Réalisation sur Internet d'une calculatrice et d'un fichier valeur 			30 mars		<ul style="list-style-type: none"> OUI : Calculatrice disponible sur le site web (www.douanes.ci) (cf. page d'accueil) Fichier Valeur disponible dans les services de la Douane 	10/10	
<ul style="list-style-type: none"> Institution d'un système de dédouanement rapide des marchandises à l'aéroport 			30 mars		<ul style="list-style-type: none"> Rapidité dans les procédures de dédouanement 	<ul style="list-style-type: none"> OUI : Système fonctionnel pour les voyageurs occasionnels (cf. circulaire n°1322 du 6 juin 2006) 	5/5
<ul style="list-style-type: none"> Production du Bon A Enlever en 48 heures 			Permanent			<ul style="list-style-type: none"> OUI : - Signature d'un protocole d'accord entre la Douane et le Secteur Privé pour faciliter les opérations de dédouanement (cf. circulaire n°1295 du 7 novembre 2005) - Mise en place d'un Observatoire de la célérité des opérations de dédouanement (cf. décision n°45 du 22/10/04) 	5/5
<ul style="list-style-type: none"> Création d'un Guichet Unique pour le dédouanement 			31 août		<ul style="list-style-type: none"> NON : Guichet Unique non créé, bâtiment acquis en cours d'aménagement; Mini guichet unique pour le dédouanement des fruits, fonctionnel au Quai Fruitier 	0/5	

5.3 - REDYNAMISATION DE LA FONCTION CONTRÔLE INTERNE

<ul style="list-style-type: none"> Initiation des Vérificateurs aux NTIC 	DGD		30 avril	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement des capacités des Vérificateurs 	<ul style="list-style-type: none"> NON : 55 vérificateurs ont été formés en 2006 (cf. rapport de formation) 	30/100
---	-----	--	----------	--	---	--------

OBJECTIF SPECIFIQUE 5 (SUITE) : SECURISER DAVANTAGE LES RECETTES DOUANIERES

ACTIONS A MENER	STRUCTURES RESPONSABLES		DATES BUTOIR	IMPACTS ATTENDUS	MOYENS DE VERIFICATION	BAREME
	Pincipales	Associées				%

5.4 - SECURISATION DES RECETTES FISCALES

<ul style="list-style-type: none"> Automatisation de la gestion des CIVIO (Fiche d'évaluation des véhicules d'occasion) 	DGD	Min. Transp.	15 mars	<ul style="list-style-type: none"> Sécurisation des recettes douanières sur les véhicules 	<ul style="list-style-type: none"> OUI : Automatisation achevée, les photos numériques des véhicules sont transmises par voie électronique de la SICTA à la Douane (cf. fiche CIVIO produite) 	25/25
<ul style="list-style-type: none"> Connexion du Trésor et de la BCEAO au SYDAM et mise en œuvre de la DAI (Déclaration Anticipée d'Importation) 		DGTCP	30 avril	<ul style="list-style-type: none"> Amélioration de l'assiette fiscale à l'importation et contrôle des remboursements TVA 	<ul style="list-style-type: none"> OUI : - Connexion Trésor et BCEAO effectuée (cf. PV d'installation et de réception); - DAI informatisée et mise en œuvre 	15/15
<ul style="list-style-type: none"> Informatisation des formules lancées 		BCEAO	15 juin	<ul style="list-style-type: none"> Sécurisation du recouvrement du DUS 	<ul style="list-style-type: none"> OUI : Regroupement de plusieurs formules en un document unique informatisé (cf. formule 00 produit) 	20/20
<ul style="list-style-type: none"> Contrôle des exportations et des réexportations par les NTIC 		BCC	15 juin	<ul style="list-style-type: none"> Sécurisation des recettes à l'importation et remboursement TVA 	<ul style="list-style-type: none"> OUI : Informatisation des formules d'exportations F01 achevée (cf. guide d'utilisation) 	20/20
<ul style="list-style-type: none"> Garantie du bon fonctionnement de la Division Ecor et du BSMD 		DGI	Permanent	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement de la prise en charge des marchandises et sécurisation de l'assiette 	<ul style="list-style-type: none"> OUI : Décisions créant les Divisions Ecor et BSMD produites 	20/20

5.5 - LIQUEFACTION DES EFFETS ET TRAITES REMIS EN GARANTIE

<ul style="list-style-type: none"> Gestion optimale des obligations cautionnées 	DGD	DGTCP	Permanent	<ul style="list-style-type: none"> Viabilisation du portefeuille des OC 	<ul style="list-style-type: none"> OUI : Sureté des traites remises vérifiée (cf. état produit) 	20/20
<ul style="list-style-type: none"> Maintien de la mesure d'interdiction des lettres de change 			Permanent	<ul style="list-style-type: none"> Sécurisation des rejets d'effets présentés à l'encaissement pour sécuriser la trésorerie 	<ul style="list-style-type: none"> OUI : Mesure maintenue; les lettres de change ne sont plus acceptées 	30/30
<ul style="list-style-type: none"> Récupération en vue de liquéfaction, des lettres de change détenues par l'ACCT pour un assainissement du portefeuille 			Permanent	<ul style="list-style-type: none"> Apurement du portefeuille de l'ACCT 	<ul style="list-style-type: none"> NON : Diligence non exécutée 	0/50

OBJECTIF SPECIFIQUE 5 (SUITE et FIN) : SECURISER DAVANTAGE LES RECETTES DOUANIERES

ACTIONS A MENER	STRUCTURES RESPONSABLES		DATES BUTOIR	IMPACTS ATTENDUS	MOYENS DE VERIFICATION	BAREME
	Pincipales	Associées				%
5.6 - MISE EN ŒUVRE DE MESURES SPECIFIQUES EN VUE DE L'AMELIORATION DES PERFORMANCES						
<ul style="list-style-type: none"> Acquisition des vedettes Démarrage définitif du scanner Organisation de la Conférence des Directeurs Généraux des Douanes de l'Afrique Centrale et de l'Ouest Acquisition de 4 scanners pour renforcer le cordon douanier Recrutement d'informaticiens, de comptables et de chimistes 	DGD		30 mars 28 février 15 juin 2006 - 2007 30 juin	<ul style="list-style-type: none"> Amélioration de la surveillance des plans d'eau Amélioration et célérité des contrôles Enrichissement mutuel des expériences nationales Renforcement de la lutte contre la fraude et les contrefaçons Amélioration de la prise en charge des marchandises et sécurisation de l'assiette 	<ul style="list-style-type: none"> OUI : Acquisition de 3 vedettes (cf. reçus d'achat) NON : Démarrage non effectif OUI : Tenue de la 11^{ème} conférence à Abidjan, les 22 et 24 mars 2006 (cf. projet de rapport final joint) NON : Scanners non acquis NON : Diligence non exécutée 	25/25 0/20 15/15 0/20 0/20
Taux de réalisation Objectif Spécifique 5						57,5

OBJECTIF SPECIFIQUE 6 : RENFORCER L'EFFICACITE DU ROLE DU BUDGET DE L'ETAT

ACTIONS A MENER	STRUCTURES RESPONSABLES		DATES BUTOIR	IMPACTS ATTENDUS	MOYENS DE VERIFICATION	BAREME
	Pincipales	Associées				%

6.1 - MAITRISE DE LA FONCTION-ACHAT DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

<ul style="list-style-type: none"> Production diligente du Budget de l'Etat pour l'année 2006 	DGBF		25 février	<ul style="list-style-type: none"> Respect des engagements de l'Etat 	<ul style="list-style-type: none"> OUI : Budget produit (Cf.Courrier n° 1339/MDPMEF/DGBF/DABS) 	30/30
<ul style="list-style-type: none"> Production de l'état d'exécution trimestriel du budget pour communication en Conseil des Ministres 		DGBF/CF-CB	Trimestriel	<ul style="list-style-type: none"> Maîtrise du suivi de l'exécution du Budget 	<ul style="list-style-type: none"> NON : Diligence non exécutée 	0/15
<ul style="list-style-type: none"> Passation de tous les marchés publics avant fin avril 		DGBF/DMP	30 avril	<ul style="list-style-type: none"> Facilitation des engagements et de l'exécution 	<ul style="list-style-type: none"> L'initiative de passation des marchés ne dépend pas de la DGBF 	(-)
<ul style="list-style-type: none"> Edition d'un catalogue ou indice de prix de référence pour les achats publics 		DPSB DGBF/CF CB	15 sept.	<ul style="list-style-type: none"> Maîtrise du train de vie des services publics 	<ul style="list-style-type: none"> NON : Travaux non achevés (cf. tableaux de synthèse de prix calculés par le BNETD) 	5/25
<ul style="list-style-type: none"> Amélioration de la régulation budgétaire en liaison avec la situation de trésorerie 		DAAF tous Ministères	Permanent	<ul style="list-style-type: none"> Garantie de la cohérence entre la consommation des crédits budgétaires et le rythme de recouvrement des recettes 	<ul style="list-style-type: none"> OUI : 1^{ère} régularisation des crédits faite dès mise en exécution du budget (Cf. Tableaux de synthèse des crédits autorisés) 	15/15

6.2 - MAITRISE DE LA MASSE SALARIALE

<ul style="list-style-type: none"> Relance du projet Fichier Unique de Référence (FUR) entre la Direction de la Solde et la Fonction Publique 	DGBF/SNDI	Minist. Fonction Publique	31 mai	<ul style="list-style-type: none"> Maîtrise des dépenses de salaire et des effectifs 	<ul style="list-style-type: none"> OUI : Projet FUR relancé sous l'appellation SIGFAE (Système Intégré de Gestion des Fonctionnaires et Agents de l'Etat) 	50/50
<ul style="list-style-type: none"> Recherche d'une plus grande efficacité de la Direction de la Solde 	DGBF	Minist. Fonction Publique	30 juin	<ul style="list-style-type: none"> Maîtrise des dépenses de salaire et des effectifs 	<ul style="list-style-type: none"> OUI : Réforme achevée et présentée (cf. SIGFAE) 	50/50

6.3 - MAITRISE DES DEPENSES D'ABONNEMENT (eau, électricité, téléphone)

<ul style="list-style-type: none"> Finalisation et mise en œuvre des projets de compensation en cours entre l'Etat et les concessionnaires 	DGBF	CIE, SODECI CI-TELCOM	31 mars	<ul style="list-style-type: none"> Assainissement des relations financières entre l'Etat et les concessionnaires 	<ul style="list-style-type: none"> NON : Apurement de 12 824 894 196 F de compensation entre l'Etat et CI-Télécom (Cf. Avenant n°4) Travaux en cours avec la CIE et la SODECI 	50/100
---	------	-----------------------	---------	---	--	---------------

OBJECTIF SPECIFIQUE 6 (SUITE et FIN) : RENFORCER L'EFFICACITE DU ROLE DU BUDGET DE L'ETAT

ACTIONS A MENER	STRUCTURES RESPONSABLES		DATES BUTOIR	IMPACTS ATTENDUS	MOYENS DE VERIFICATION	BAREME
	Pincipales	Associées				%

6.4 - AMELIORATION DE LA GESTION FINANCIERE ET COMPTABLE DES ENTITES PUBLIQUES ET PARAPUBLIQUES

<ul style="list-style-type: none"> • Etablissement de l'état d'avancement du projet d'informatisation de la gestion financière et comptable des EPN: RICI 	DGBF	SNDI DGTCP	15 mars	<ul style="list-style-type: none"> • Accélération de la mise en œuvre du projet pour sécuriser davantage les deniers 	<ul style="list-style-type: none"> • OUI : Etat d'avancement du projet d'informatisation de la gestion financière et comptable EPN/RICI produit (Cf. rapport et chronogramme d'implantation) 	20/20	
<ul style="list-style-type: none"> • Proposition de la révision de la loi n° 98-388 sur les EPN et prendre le décret d'application 			30 juin	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration de l'efficacité du contrôle de la gestion des EPN 	<ul style="list-style-type: none"> • NON: Projets de lois et décret d'application produits mais non validés 	5/15	
<ul style="list-style-type: none"> • Etude de la faisabilité d'une informatisation de la gestion financière et comptable des Collectivités Territoriales 			30 mars	SNDI DMP	<ul style="list-style-type: none"> • Garantie d'une bonne gestion financière et comptable des Collectivités Territoriales 	<ul style="list-style-type: none"> • NON: Diligence non exécutée 	0/15
<ul style="list-style-type: none"> • Poursuite de la mise en œuvre du SIGMAP 			30 mars		<ul style="list-style-type: none"> • Sécurisation de la dépense publique 	<ul style="list-style-type: none"> • OUI : Connexion de toute l'Administration Centrale et des EPN réalisée, connexion des Collectivités Territoriales en cours 	10/10
<ul style="list-style-type: none"> • Instauration de missions de suivi-évaluation auprès des DAAF, des Administrateurs de crédits et des Chefs de projets 			30 sept.		<ul style="list-style-type: none"> • Garantie d'une bonne exécution du Budget de l'Etat 	<ul style="list-style-type: none"> • NON: Audits menés sur : subventions aux écoles privées, gestion Cantines Scolaires, Conseils Généraux, LANEMA, CHU Treichville, DGAMP 	35/40

6.5 - RENFORCEMENT DE L'ASSAINISSEMENT DES FINANCES PUBLIQUES

<ul style="list-style-type: none"> • Réalisation d'une évaluation trimestrielle de l'exécution du Budget 	DGBF	DAAF Ministères	Trimestriel	<ul style="list-style-type: none"> • Prévention des dérapages dans l'exécution budgétaire 	<ul style="list-style-type: none"> • OUI : Rapport d'évaluation de l'exécution du budget à fin septembre produit 	10/10	
<ul style="list-style-type: none"> • Initiation des Administrateurs de Crédits à la tenue d'une comptabilité administrative 			31 juillet	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration de la transparence dans la gestion 	<ul style="list-style-type: none"> • NON: Action non réalisée 	0/20	
<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement de l'articulation des réformes budgétaires (SIGFiP) et comptables (ASTER) 			31 mars	Directions Financières	<ul style="list-style-type: none"> • Sécurisation des deniers par la responsabilisation accrue des acteurs de la dépense 	<ul style="list-style-type: none"> • OUI : Mise en place d'un comité tripartite DGBF-SNDI-Trésor; tenue régulière de réunions (cf. CR réunions joints) 	20/20
<ul style="list-style-type: none"> • Application du nouveau Code des Marchés Publics et mise en œuvre des opérations de déconcentration/ décentralisation 			31 mars	Collectivités	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration de la transparence dans la gestion des marchés publics 	<ul style="list-style-type: none"> • OUI : Nouveau Code des Marchés Publics produit; mis en vigueur le 1^{er} avril 2006 	25/25
<ul style="list-style-type: none"> • Démarrage effectif du SIGMAP 			31 mars		<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration de la transparence dans la gestion des marchés publics 	<ul style="list-style-type: none"> • OUI : Démarrage effectif du SIGMAP en juillet (cf. liste des Minist. connectés et rapport de la SNDI) 	25/25
Taux de réalisation Objectif Spécifique 6						71,76	

OBJECTIF SPECIFIQUE 7 : GARANTIR LE CADRE DE SUIVI DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE

ACTIONS A MENER	STRUCTURES RESPONSABLES		DATES BUTOIR	IMPACTS ATTENDUS	MOYENS DE VERIFICATION	BAREME
	Pincipales	Associées				%

7.1 - PRODUCTION DES AGREGATS SIGNIFICATIFS ET DES DONNEES FINANCIERES

<ul style="list-style-type: none"> Production balance paiements/balance commerciale 	DGE	DGTCP DGBF/DGD DGI/BCEAO INS	30 juin	<ul style="list-style-type: none"> Garantie d'une bonne lisibilité de "l'état de santé" de l'Economie nationale 	<ul style="list-style-type: none"> OUI : Mise à disposition des données sur le commerce extérieur et les finances publiques à la BCEAO qui produit la balance des paiements et la balance commerciale 	25/25
<ul style="list-style-type: none"> Production des données économiques et financières (PIB, PNB, etc.) 			30 juin		<ul style="list-style-type: none"> OUI : Cadrage macroéconomique contenant ces données produit 	25/25
<ul style="list-style-type: none"> Confection au mois le mois le TOFE 			31 mars		<ul style="list-style-type: none"> OUI : Le TOFE est confectionné tous les mois 	25/25
<ul style="list-style-type: none"> Opérationnalité du CIEF (Centre d'Information Economique et Financière) 			<ul style="list-style-type: none"> NON : CIEF partiellement opérationnel faute d'équipements (service installé au CCIA, personnel recruté) 		10/25	

7.2 - PROMOTION DES ACTIONS DE NORMALISATION DES RELATIONS AVEC LES BAILLEURS DE FONDS ET LES AUTRES PARTENAIRES EXTERIEURS

Les bailleurs de fonds <ul style="list-style-type: none"> Réactivation des contacts par courriers en relation avec Monsieur le Ministre Conduite de missions à Washington (BM-FMI), Paris (AFD), Tunis (BAD), etc. Négociation de missions à Abidjan de nos principaux bailleurs et créanciers Organisation d'un séminaire sur la gouvernance des projets Achèvement de la réforme des services de promotion économique à l'étranger 	DGE	DGTCP BCEAO MAE, Minist. Cce APEXCI, CEPICI Chb de Cce	25 février	<ul style="list-style-type: none"> Sortie de la situation d'isolement économique 	<ul style="list-style-type: none"> OUI : Réactivation des contacts (cf. communication en Conseil des Ministres relative à la visite de travail du PM aux Etats-Unis, France et Belgique) 	10/10
			31 mars	<ul style="list-style-type: none"> Mise à niveau de l'Economie nationale 	<ul style="list-style-type: none"> OUI : Mission conduite par le PM en France du 10 au 14 avril 2006, aux Etats-Unis du 22 au 28 avril 2006 et en Belgique du 2 au 5 mai 2006 	25/25
			30 avril	<ul style="list-style-type: none"> Rétablissement de la confiance 	<ul style="list-style-type: none"> OUI : Mission du FMI, BM avec la participation de la BAD, du 2 au 16 mai 2006 (cf. calendrier de la mission) 	25/25
			30 mai	<ul style="list-style-type: none"> Garantie de l'efficacité dans la gestion des projets pour les rentabiliser 	<ul style="list-style-type: none"> NON : Séminaire non organisé, mais rédaction des TDR et de la communication en Conseil des Ministres 	10/20
			31 juillet	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement la présence économique de la Côte d'Ivoire à l'Etranger 	<ul style="list-style-type: none"> NON : Réforme non achevée, projet de décret d'organisat. des Services de Promotion Economique Extérieure (SPE) transmis au MDPMEF (cf. note n° 173 du 18 juillet 2006) 	10/20

OBJECTIF SPECIFIQUE 7 (SUITE ET FIN) : GARANTIR LE CADRE DE SUIVI DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE

ACTIONS A MENER	STRUCTURES RESPONSABLES		DATES BUTOIR	IMPACTS ATTENDUS	MOYENS DE VERIFICATION	BAREME
	Pincipales	Associées				%
7.3 - PARTICIPATION A LA SECURISATION DES RESSOURCES DE LA FILIERE CAFE-CACAO ET DU SECTEUR PETROLIER						
<ul style="list-style-type: none"> Poursuite de la mise en œuvre des réformes pour rentabiliser la filière café/cacao 	DGE	Acteurs de la filière	30 août	<ul style="list-style-type: none"> Garantie des entrées de recettes pour les caisses publiques 	<ul style="list-style-type: none"> OUI : Réformes opérées dans la filière (cf. décret n° 2006-14 du 24/02/06 portant création du Comité chargé de l'examen et du suivi des projets et Règlement Intérieur du Comité) 	50/50
<ul style="list-style-type: none"> Mise en place et opérationnalisation des mécanismes d'optimisation des revenus du pétrole 			30 avril	<ul style="list-style-type: none"> Maximisation de l'impact de la production pétrolière sur l'économie nationale 	<ul style="list-style-type: none"> OUI : Mécanismes mis en place à travers le décret n°2006-68 du 22 avril 2006 portant création d'un Comité de suivi de la production, des revenus du pétrole brut et du gaz naturel de l'Etat et de leur affectation 	50/50
Taux de réalisation Objectif Spécifique 7						88,83

OBJECTIF SPECIFIQUE 8 : ASSURER LA VIABILITE ET L'EFFICACITE DES MECANISMES D'ACTIONS FINANCIERS

ACTIONS A MENER	STRUCTURES RESPONSABLES		DATES BUTOIR	IMPACTS ATTENDUS	MOYENS DE VERIFICATION	BAREME
	Pincipales	Associées				%
8.1 - ACHEVEMENT DU PROJET DE TRANSFORMATION DE LA CNCE EN BANQUE						
<ul style="list-style-type: none"> Suivi de l'inscription du projet à une session prochaine de la Commission Bancaire Test de mise en conformité, à titre expérimental, des ratios de gestion au cours de l'année 2006 	CNCE	DGTCPCB UMOA	31 mai	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement le dispositif bancaire national 	<ul style="list-style-type: none"> OUI : Dossier inscrit et examiné à la session du 27 décembre 2006 de la Commission Bancaire 	50/50
			Fin d'exercice	<ul style="list-style-type: none"> Test de la capacité de mutation 	<ul style="list-style-type: none"> OUI : Test effectué dans le cadre de la restructuration. 	50/50
8.2 - MISE EN OEUVRE DE MESURES VISANT A ASSURER LA PERENNITE DE LA BHCI						
<ul style="list-style-type: none"> Finalisation de l'opération de recapitalisation Elaboration d'une étude à court terme sur les perspectives de redéploiement (création d'agences) 	BHCI	CABCB UMOA	31 juillet	<ul style="list-style-type: none"> Consolidation de la situation financière de l'établissement 	<ul style="list-style-type: none"> NON : Opération de recapitalisation en cours (Cf. courrier n°031/06/DG/CL/amj du 12 juin 2006 à la BCEAO relatif à 1 demande d'autorisation préalable pour la modification de la géographie du capital) 	30/60
			30 mai	<ul style="list-style-type: none"> Amélioration du réseau 	<ul style="list-style-type: none"> OUI : Un plan de redéploiement existe pour les créations d'agences : à Abidjan (Yopougon) et à l'étranger pour 2007 (Italie et France) (Cf. note n° 0761/MDPMEF/DGTCPC/DIF/SDAMB du 2 juin 2006) 	40/40
8.3 - POURSUITE DES REFORMES ENGAGEES AU NIVEAU DE LA BNI						
<ul style="list-style-type: none"> Renforcement du réseau par la poursuite du redéploiement de l'établissement Poursuite de la modernisation des instruments de transfert de capitaux 	BNI	CAB	30 juin	<ul style="list-style-type: none"> Accentuation de la présence de l'établissement 	<ul style="list-style-type: none"> OUI : - Réseau renforcé à travers les activités de conseil, de réfinancement et d'investissement - Renforcement d'agences et de correspondants bancaires - Programme d'implantation : 3 agences /an: Prestige (SCIAM), Adjamé, Treichville 	40/40
			30 juin	<ul style="list-style-type: none"> Modernisation continue et mise à niveau des standards internationaux 	<ul style="list-style-type: none"> OUI : Poursuite de la modernisation par : <ul style="list-style-type: none"> - l'automatisation et la sécurisation des traitements (ORION, connexion au réseau mondial SWIFT, STAR UEMOA) ; - l'intégration à la compensation automatisée SICA à la BCEAO ; - le développement de la monétique avec les cartes bancaires BNI (GAB et TEP) ; du Système Transfert rapide Capitaux ; Chèques de voyage 	60/60

OBJECTIF SPECIFIQUE 8 (SUITE et FIN) : ASSURER LA VIABILITE ET L'EFFICACITE DES MECANISMES D'ACTIONS FINANCIERS

ACTIONS A MENER	STRUCTURES RESPONSABLES		DATES BUTOIR	IMPACTS ATTENDUS	MOYENS DE VERIFICATION	BAREME
	Pincipales	Associées				%

8.4 - POURSUITE DE LA DYNAMISATION ET DU DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES DE LA LONACI

<ul style="list-style-type: none"> Définition des actions à mener pour améliorer l'exploitation Publication de la liste des bénéficiaires et de la nature des prestations réalisées 	LONACI	CAB	30 avril	<ul style="list-style-type: none"> Pérennisation de l'instrument de collecte de l'épargne volontaire en vue de la mettre à la disposition de la communauté 	<ul style="list-style-type: none"> OUI : Ouverture de nouvelles perspectives pour accroître le nombre de joueurs <ul style="list-style-type: none"> Développement du PMU et les autres jeux à nombre Implantation de "PRONOSPORT" Sécurisation des procédures d'exploitation des jeux instantanés Elaboration de la "Loterie Vidéo Virtuelle" Jeux interactifs: projet de construction de salle de jeux et accessoires 	50/50
			30 mai	<ul style="list-style-type: none"> Vulgarisation des efforts de financement 	<ul style="list-style-type: none"> OUI : - Construction d'1 école primaire de 3 classes dans le ZANZAN <ul style="list-style-type: none"> Construction d'1 centre de santé au Moyen Comoe Construction de 2 logements pour Infirmier et Sage-femme dans le Sud Bandaman Réhabilitation complète d'1 école primaire dans la région des Montagnes 	50/50

8.5 - FINALISATION DE L'ETUDE DE RESTRUCTURATION ET DE TRANSFORMATION DU FDFP

<ul style="list-style-type: none"> Relance et achèvement du processus 	FDFP	CAB	30 juin	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement l'efficacité de la structure 	<ul style="list-style-type: none"> NON : Les projets de textes élaborés mais non encore validés par le Comité de Gestion (Cf. Note de service FDFP-SG/DPME-PA/ N°037/03/PHC/JNK/mt) 	50/100
Taux de réalisation Objectif Spécifique 8						84

OBJECTIF SPECIFIQUE 9 : SECURISER D'AVANTAGE L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

ACTIONS A MENER	STRUCTURES RESPONSABLES		DATES BUTOIR	IMPACTS ATTENDUS	MOYENS DE VERIFICATION	BAREME
	Pincipales	Associées				%
9.1 - REDUCTION DES INFRACTIONS LIEES AUX NTIC ET NTIT						
<ul style="list-style-type: none"> Initiative d'une législation spécifique en Côte d'Ivoire, en relation avec le Ministère de la Justice 	DGTCF APBEFCI	Ministère Justice Ministère Intérieur Ministère Sécurité	30 juin	<ul style="list-style-type: none"> Sécurisation de l'environnement économique 	Suite à une séance de travail sollicitée par la DGTCF auprès du Min des NTIC par courrier n° 1463 du 5/12/06, il ressort que l'initiative de la législation en cette matière relève des attributions dudit Min. (cf. décret n° 2006-115 du 7/06/06 du MNTIC)	(-)
9.2 - ENGAGEMENT DU DIALOGUE SOCIAL POUR CHERCHER UNE SOLUTION DURABLE AU PHENOMENE DE LA SAISIE DE LA REMUNERATION						
<ul style="list-style-type: none"> Réduction du phénomène des usuriers 	DGBF/Solde	Min. Education Nat. Min. Justice	31 mars	<ul style="list-style-type: none"> Restitution de la dimension réelle du problème en vue d'y apporter une solution 	<ul style="list-style-type: none"> NON : Pas de communication en Conseil des Ministres rédigée, mais tenue de réunions avec le Trésor 	20/50
<ul style="list-style-type: none"> Initiative de la création d'une commission interministérielle élargie aux acteurs directs concernés par la question 		Ministère Sécurité Syndicats Maisons de crédit	30 avril	<ul style="list-style-type: none"> Réduction de la paupérisation de certaines couches socioprofessionnelles 	<ul style="list-style-type: none"> NON : Diligence non exécutée 	0/50
9.3 - RECHERCHE DES VOIES ET MOYENS POUR REDUIRE LE PHENOMENE DE CHANGE "AU MARCHÉ NOIR"						
<ul style="list-style-type: none"> Conduite d'une campagne de sensibilisation des populations à l'illégalité du phénomène 	DGTCF	APBEFCI Bureaux de Change manuels Min. Sécurité	31 mars	<ul style="list-style-type: none"> Protection des bureaux de change agréés, les emplois et lutter contre le blanchiment 	<ul style="list-style-type: none"> OUI : Campagne de sensibilisation conduite dans les journaux et à la radio (cf. copies des supports de campagne) 	50/50
<ul style="list-style-type: none"> Promotion de la législation sur les infractions au change manuel 				31 mai	<ul style="list-style-type: none"> Familiarisation des populations avec les dispositions réglementaires 	<ul style="list-style-type: none"> NON : Enquête non réalisée mais rédaction des TDR et du questionnaire de l'enquête
Taux de réalisation Objectif Spécifique 9						47,5

OBJECTIF SPECIFIQUE 10 : FINALISER LES GRANDS DOSSIERS EN ATTENTE

ACTIONS A MENER	STRUCTURES RESPONSABLES		DATES BUTOIR	IMPACTS ATTENDUS	MOYENS DE VERIFICATION	BAREME
	Pincipales	Associées				%
10.1 - APPLICATION RIGOUREUSE DE LA REGLEMENTATION RELATIVE AUX MISSIONS A L'ETRANGER						
<ul style="list-style-type: none"> Elaboration d'une communication en Conseil des Ministres sur la rationalisation des missions à l'étranger 	DGTCP	Ts Minist/ Dir. CAB DGTCP	31 mars	<ul style="list-style-type: none"> Réalisation d'économies d'échelle 	<ul style="list-style-type: none"> OUI : Communication présentée le 07 février 2006 en Conseil des Ministres; courrier n°597 du 01/06/06 du PM relatif à l'organisation des missions à l'étranger des membres du Gouvernement 	100/100
10.2 - GESTION DU PROBLEME DES ORDURES MENAGERES						
<ul style="list-style-type: none"> Finalisation de la mise en œuvre des mesures arrêtées par le Gouvernement 	DGBF	Ministère Environnmt Ministère de la Santé Ministère Intérieur	15 mars	<ul style="list-style-type: none"> Rétablissement de la salubrité, du lustre d'Abidjan et des autres cités 	<ul style="list-style-type: none"> NON : Action non réalisée 	0/100
10.3 - SENSIBILISATION DES ORDONNATEURS AU RESPECT DES SEUILS REGLEMENTAIRES DE PASSATION DE MARCHES PUBLICS						
<ul style="list-style-type: none"> Régularisation des marchés en instance et rattraper les manquements aux procédures 	DGBF/DMP	DGTCP Tous Postes Comptables	30 mars	<ul style="list-style-type: none"> Assainissement des comptabilités et maintien de l'orthodoxie 	<ul style="list-style-type: none"> NON : 2 milliards regularisés sur 3 (cf. état de régularisation des Marchésdes Collectivités) 	15/25
<ul style="list-style-type: none"> Organisation de séances de sensibilisation suivies de courriers de rappel 		IGF- DGTCP Directions Financières	30 avril	<ul style="list-style-type: none"> Poursuite de l'imprégnation des gestionnaires à la réglementation 	<ul style="list-style-type: none"> NON : Séances de sensibilisation organisées sur le nouveau Code des Marchés Publics, mais pas d'envoi de courriers de rappel 	15/25
<ul style="list-style-type: none"> Contrôle de l'observation de la réglementation 		Communes Conseils Généraux	30 juin	<ul style="list-style-type: none"> Suppression des manquements à la réglementation 	<ul style="list-style-type: none"> OUI : Contrôle effectué auprès des Districts et des Conseils Généraux 	50/50
10.4 - EVALUATION DE L'INCIDENCE DE LA CRISE DE JANVIER 2006 EN TERME DE PERTE POUR L'ECONOMIE NATIONALE						
<ul style="list-style-type: none"> Production d'une étude d'impact 	DGE		28 février	<ul style="list-style-type: none"> Estimation des préjudices matériels et financiers 	<ul style="list-style-type: none"> OUI : Rapport sur les événements de janvier 2006 sur l'économie nationale produit 	100/100

OBJECTIF SPECIFIQUE 10 (SUITE ET FIN) : FINALISER LES GRANDS DOSSIERS EN ATTENTE

ACTIONS A MENER	STRUCTURES RESPONSABLES		DATES BUTOIR	IMPACTS ATTENDUS	MOYENS DE VERIFICATION	BAREME
	Pincipales	Associées				%
10.5 - AMELIORATION DE LA PRODUCTION STATISTIQUE DES FINANCES PUBLIQUES						
• Mise en place d'un comité d'élaboration des lois de règlement	DGBF	DGTCP DGE	31 août	• Production dans les délais des lois de règlement	• NON : Action non réalisée	0/100
10.6 - AMORCE D'UNE POLITIQUE-QUALITE DANS LES SERVICES						
• Création d'un Comité-Qualité chargé d'élaborer les termes de référence spécifiques à chaque service	Tous services	MDPMEF/Dir. CAB Chef CAB	31 mai	• Amélioration du rendement	• NON : Comité-Qualité créé dans 7 structures sur 13	53,85/100
Taux de réalisation Objectif Spécifique 10						55,64



III/ DIFFICULTES ET RECOMMANDATIONS



III-1 Difficultés rencontrées

Au cours de l'évaluation, les difficultés rencontrées sont de trois ordres. Il s'agit du retard constaté dans la diffusion de la matrice, de la mauvaise imputation de certaines activités et de la mauvaise spécification de certains indicateurs de résultat.

- Diffusion de la matrice**

Dans la matrice, les délais de réalisation de chaque action ont été indiqués afin de servir de repère. Ces délais courent à compter du mois de février 2006. Le retard pris dans la diffusion de la matrice n'a pas permis aux services de commencer la mise en oeuvre des actions diligentes relevant de leur compétence, dans le strict respect des délais impartis.

- Formulation et imputation de certaines activités**

Quelques problèmes ont été constatés au niveau de la formulation de certaines activités. Ces erreurs de formulation entraînent généralement la non exécution de ces activités, ce qui réduit le taux de réalisation d'ensemble.

Egalement, la répétition de certaines actions a rendu difficile la justification et la notation.

En outre, les actions imputées conjointement à plusieurs services connaissent une exécution difficile du fait de la non détermination du service initiateur ou du principal responsable de la mise en oeuvre.

- Spécification des moyens de vérification**

Les moyens de vérification ne sont pas toujours objectivement explicites. En effet, en tant qu'indicateur de réalisation d'une action donnée, le moyen de vérification devrait être une pièce palpable, qui ne prête à confusion. Dans la pratique, certains de ces instruments de mesure apparaissent abstraits ou parfois, donnent lieu à d'autres actions.

Par ailleurs, la notion d'évaluation sur pièce a été peu perçue par certains services.

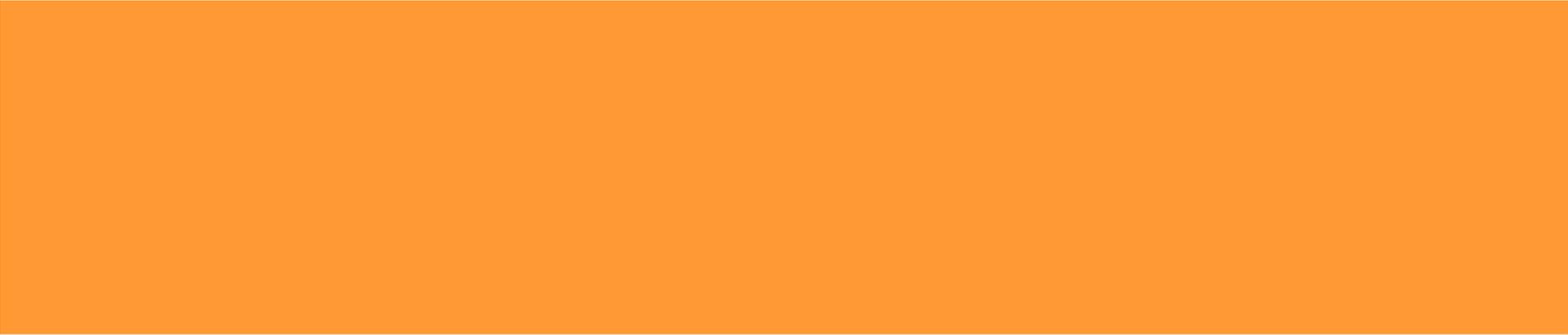
- Absence de grille d'évaluation**

La matrice, en dehors du barème de notation indiqué, ne prévoit pas de grille d'évaluation. Il a été difficile d'apprécier certaines actions en cours d'exécution. Cette précision devrait compléter le barème pour faciliter l'appréciation des différentes actions.

III-2 Recommandations

Au regard des difficultés susmentionnées, il est souhaitable que les dispositions suivantes soient prises :

- **mise à disposition de l'équipe d'élaboration des propositions des services pour la finalisation de la matrice 2007 avant fin janvier ;**
- **définition d'actions à mettre en œuvre de façon précise avec moyens de vérification objectifs ;**
- **indication précise des structures initiatrices ou responsables de la mise en œuvre de chaque action ;**
- **adjonction d'une grille d'évaluation au barème de notation.**



CONCLUSION





u 31 décembre 2006, l'évaluation de la matrice d'actions 2006 du Ministère montre que l'objectif global a été réalisé à 72,47%

Compte tenu du fait que l'exercice est nouveau au Ministère et du temps nécessaire pour une appropriation totale, ce chiffre peut être jugé satisfaisant.

Toutefois, il importe de prendre en compte les recommandations faites, dans l'élaboration et la mise en œuvre de la matrice 2007, en vue d'améliorer le taux de réalisation.



ZEN Création

Graphisme - PAO - Edition

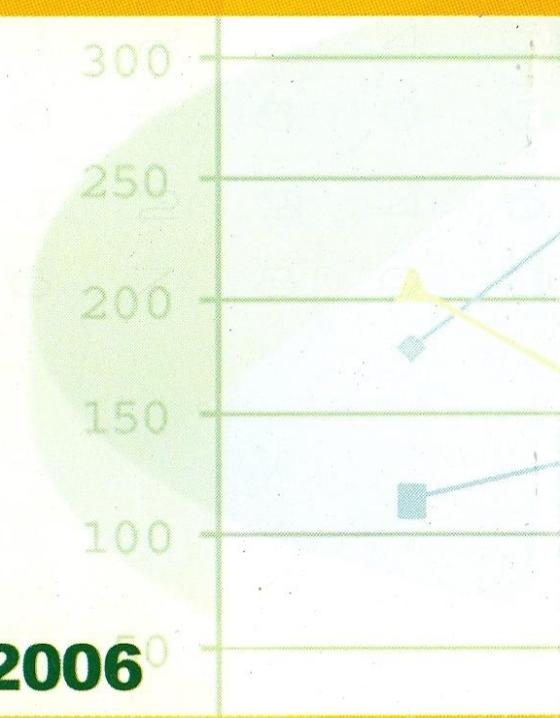
• 06 B.P. 1404 Abidjan 06 • Tél.: (225) 22.42.40.90 / 22.42.52.15

• Fax : (225) 22.42.63.19 • Email: info@zen-creation.net

• www.zen-creation.net



ETAT D'EXECUTION DE LA MATRICE D'ACTIONS PRIORITAIRES 2006



MINISTERE DELEGUE AUPRES DU MINISTRE CHARGE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES.

Siège : Immeuble SCIAM, Avenue Marchand - Plateau 17 BP 670 Abidjan 17 • Tél.: (225) 20 30 25 25 • Fax : (225) 20 30 25 28